



**Programme des  
Nations Unies  
pour l'environnement**



UNEP/BUR/71/Inf.3  
21 octobre 2010  
FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS



**PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

Réunion du Bureau des Parties contractantes à la Convention  
sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée  
et à ses Protocoles

Zagreb (Croatie), 8-9 novembre 2010

**NOTE EXPLICATIVE  
SUR LA SITUATION DU FONDS D'AFFECTATION  
SPÉCIALE POUR LA MÉDITERRANÉE**



## **Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée**

### **1. Introduction**

La présente note a un double objet : a) informer les membres du Bureau de la situation du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) en expliquant l'état de déficit du budget et la surestimation budgétaire encourus au cours de l'actuel exercice biennal ; b) avancer des propositions sur les mesures correctrices à prendre. Cette note a été rédigée en étroite concertation avec le Siège du PNUE avec les informations relatives au déficit et aux mesures prises pour améliorer la situation qu'il a communiquées.

### **2. Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée**

#### **2.1 Déficit du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée – Aperçu général**

L'audit réalisé en 2008 par le Bureau des services de contrôle interne (OIOS) de l'ONU a entraîné un examen détaillé des procédures comptables du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui a mis en évidence certaines incohérences. Un changement des procédures comptables du PNUE concordant avec les interrogations soulevées par l'audit de 2008 a rendu plus manifeste la situation de déficit. Ce dernier s'est révélé dans toute son étendue après un examen soigneux de la situation.

En premier lieu, le MTF s'est détérioré en raison de procédures d'établissement du budget qui grevaient lourdement sa viabilité au cours des six années passées (2004-2009). Par exemple, alors que le budget de chaque exercice biennal concernant la Convention aurait dû reposer sur les nouvelles annonces de contribution effectives des Parties contractantes, la procédure définissait les ressources disponibles pour un exercice biennal comme se composant des nouvelles annonces, plus les arriérés des années précédentes et plus les recettes prévisionnelles des intérêts des dépôts bancaires. Il s'avère que la pratique consistait à budgétiser 100% du total des ressources anticipées disponibles et non les seules nouvelles annonces de contribution.

Une définition assez floue des rôles et attributions dans la chaîne de supervision financière du Secrétariat des Mers régionales a permis qu'une erreur amorcée au niveau du Secrétariat et approuvée par les Parties contractantes ait été consignée pendant plusieurs années dans les livres comptables du PNUE. Ainsi, sans qu'on s'en soit aperçu, le déficit s'est creusé progressivement en raison d'une confusion entre recettes et trésorerie, d'une accumulation et double imputation des arriérés et d'un défaut de la diligence requise dans les pouvoirs de certification et d'approbation. Il convient aussi de mentionner que le contexte de très fortes fluctuations des devises au fil de ces six années fournissait une réponse commode aux interrogations concernant le budget et les dépenses.

i) Ces faits ont conduit le MTF à accuser un déficit de 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2009 (soit 4 507 812 USD au taux de change ONU d'octobre 2010).

ii) Ensuite, comme le PAM recevait de manière soutenue, de la part de pays donateurs, des contributions extra-budgétaires au Fonds d'affectation spéciale en appui aux activités du PAM/PNUE (Trust Fund QML), la comptabilisation des dépenses générées par ces activités n'était pas, dans certains cas, rapportée à leur vraie source de financement. Par conséquent, les activités convenues avec les donateurs étaient parfois imputées au MTF alors qu'elles auraient dû l'être au QML. Si ce fait a contribué à détériorer encore davantage la situation générale du MTF, dans le même temps il a amélioré la situation du Fonds d'affectation spéciale en appui aux activités du PAM/PNUE en laissant un solde positif de 3 237 718 USD au 31 décembre 2009 (soit 2,4 millions d'euros au taux de change ONU d'octobre 2010).

iii) Enfin, la contribution du pays hôte versée au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement hôte (CAL Trust Fund) présentait un déficit se montant à 602 981 USD au 31 décembre 2009 (soit 443 191 euros au taux de change ONU d'octobre 2010), qui s'était accumulé au cours de la même période.

Les points i), ii) et iii) combinés représentent un déficit financier global du PAM/PNUE se montant à 1 873 075 USD au 31 décembre 2009 (soit 1,4 million d'euros au taux de change ONU d'octobre 2010).

## 2.2 Budget 2010-2011

Le budget 2010-2011 a malencontreusement été établi sur la base des mêmes pratiques de présentation du budget que celles exposées ci-dessus. La réunion des Parties contractantes a approuvé un budget du MTF s'établissant à 13 645 985 euros, lequel comprend non seulement les nouvelles recettes de 11 081 142 euros provenant des annonces de contribution à encaisser au cours de l'exercice biennal mais aussi 1 332 449 euros représentant les arriérés des années antérieures, les prévisions d'intérêts bancaires se montant à 262 661 euros et les provisions effectuées sur le MTF d'un montant de 969 733 euros qui ont été également ajoutées au budget en dépit du fait qu'elles correspondent à des ressources déjà engagées. Par conséquent, le budget du présent exercice biennal a été surestimé d'un montant de 2,6 millions d'euros.

Comme mesure visant à faciliter la réduction des dépenses autour de ces nouveaux éléments, le Directeur exécutif du PNUE a fourni au PAM/PNUE un accès à 100% des frais de gestion du Programme générés par les dépenses imputées au MTF au cours du présent exercice biennal. Ces fonds, s'ajoutant à une partie du transfert des dépenses du MTF au Fonds QML ayant pour effet de rectifier la situation expliquée au par. 5 de la section 2.1 ci-dessus, contribueront à accroître le niveau des ressources affectées au MTF d'un montant d'environ 0,7 million d'euros (1 million de USD). Ainsi, les ressources programmables prévisionnelles du MTF pour le présent exercice biennal devraient être de 11,7 millions d'euros, soit la somme de : 11 millions d'euros (99% des annonces de contributions, en mettant à part 1% au titre d'éventualité de non-encaissement de contributions annoncées, de fluctuation des taux de change, etc.) et du montant précité de 0,7 million d'euros.

Compte tenu de ce qui précède, la réduction globale des dépenses prévues qui est requise au cours du présent exercice biennal pour ramener les recettes aux ressources programmables est de quelque 1,9 million d'euros, soit approximativement 14% du budget approuvé par la réunion des Parties.

## 3. **Mesures destinées à équilibrer la situation du MTF**

### 3.1 Exercice biennal 2010-2011: limiter les dépenses aux recettes disponibles

Des mesures d'urgence sont requises dans l'immédiat. En procédant à l'ajustement, deux grands principes sont à observer : préserver la mise en œuvre des activités stratégiques essentielles inscrites au Programme de travail stratégique sur cinq ans du PAM. ; et mener à bien les activités nécessaires en vue de garantir un ordre du jour conséquent à la prochaine réunion des Parties contractantes qui se tiendra en 2011. Trois options peuvent être envisagées pour procéder à l'ajustement:

- a) **En premier lieu**, il pourrait être décidé de réévaluer les plus importantes priorités dans le budget des deux années de l'exercice et de procéder aux ajustements en

conséquence, ce qui implique une renégociation du budget biennal pour laquelle sont requises des orientations de toutes les Parties dans le cadre d'une réunion des Points focaux et ensuite une décision d'une réunion des Parties contractantes. Si c'est bien là la voie normale que suit le PAM pour établir les budgets des exercices biennaux, son application pratique se heurte à des difficultés liées aux coûts et aux délais susceptibles de retentir sur la réalisation de l'indispensable ajustement immédiat aux recettes disponibles.

- b) En deuxième lieu**, toutes les Composantes du PAM pourraient réduire équitablement, dans une même proportion (de l'ordre de 14%), les activités qu'elles ont à exécuter. Cette option, l'Unité de coordination l'a proposée au Bureau comme celle qu'elle privilégie, puisque l'équité dans les coûts et les bénéfices offre une justification claire et facilite un ajustement rapide en respectant le poids accordé par les Parties contractantes à chacune des Composantes du PAM dans l'ensemble du budget.
- c) Une troisième option possible** implique aussi un pourcentage de réduction des activités par Composante comme point de départ. Mais cette réduction ne serait pas proportionnellement égale pour toutes les Composantes et l'Unité de coordination mais différerait en fonction d'un ensemble de critères que le Bureau des Parties serait appelé à déterminer. La difficulté, avec cette option, tient à ce qu'un taux plus élevé de réduction des activités pour certaines Composantes pourrait affecter la réalisation des objectifs stratégiques par telle ou telle d'entre elles.

Les Composantes du PAM/PNUE et l'Unité de coordination ont préparé un plan d'urgence classant par ordre de priorité leurs activités respectives de l'exercice biennal et se traduisant par une réduction des dépenses d'un taux indicatif de 14% conformément à l'option b) ; ce plan est joint à l'annexe 1 du présent document. Cet exercice pourrait aussi servir de base à l'option c), si le Bureau se prononce pour celle-ci.

Les détails des activités affectées par le plan d'urgence préparé par l'Unité de coordination et les Composantes sont les suivants <sup>1</sup>:

- **Unité de coordination**

Pour l'Unité de coordination, la compression budgétaire équivaut à 439 235 euros au cours de l'exercice biennal.

S'agissant des activités, des efforts ont été faits pour maximiser le recours direct au financement externe, tel que la contribution de la CE, le FEM et d'autres projets. La seule activité reportée au prochain exercice biennal a été le plan visant à impulser les discussions sur l'application des lignes directrices concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages adoptées par les Parties contractantes en 2008, un exercice qui, de toute façon, nécessitera une réflexion approfondie en rapport avec les lignes directrices récemment adoptées par le PNUE. L'extension de la communication et de l'appui apporté aux activités des ONG aura lieu également lors du prochain exercice biennal.

En ce qui concerne les frais administratifs, toutes les rubriques ont été soigneusement réexaminées à la lumière des dépenses encourues jusqu'ici, et l'on s'est efforcé de ramener les dépenses prévues aux plus faibles niveaux possibles. Pour le personnel, le recrutement d'un Juriste a été différé. La ligne du Coordonnateur pour 2010 a aussi été ajustée pour

---

<sup>1</sup> Les ajustements proposés comportent certaines marges d'incertitude, du fait notamment qu'il est difficile de prévoir les hausses des traitements du personnel des Nations Unies en raison de la formule de calcul ou de la révision qui doit avoir lieu sur une base régulière.

n'inclure que les coûts d'appui à la CMDDD tels qu'approuvés par la dernière réunion du Bureau. Toutes les dépenses de fonctionnement, telles que communications, fournitures, matériel et voyages en mission, ont été réduites au minimum absolu et elles seront rigoureusement contrôlées pour éviter tout dépassement éventuel des crédits.

- **MED POL**

Pour le MED POL, les activités ont été ajustées pour obtenir une coupe budgétaire de 458 179 euros par rapport à la proposition originelle. L'essentiel de l'ajustement résulte d'une imputation directe aux fonds du FEM des dépenses pour les activités menées par le MED POL au titre du "Projet de Partenariat Med" du PAM-PNUE-FEM, ce qui accroîtra en retour la contribution de contrepartie au MTF du MED POL lors du prochain exercice biennal. En outre, les activités d'assurance qualité, dont un atelier, ainsi qu'un inventaire IETMP, ont été reportées, de même que des brochures et publications. Un atelier sur l'élaboration d'indicateurs a été limité à l'eutrophisation. En ce qui concerne les coûts administratifs, le poste gelé de secrétaire G4 le restera pour le présent exercice biennal.

- **REMPEC**

La compression budgétaire de 269 616 euros reflète le gel, jusqu'au prochain exercice biennal, du poste d'Administratrice de programme (P4), dont la titulaire a récemment donné sa démission, alors que les autres 2/3 du montant viendront du solde des fonds non dépensés restant après la clôture des activités en 2010 et de l'ajustement des activités restant à courir en 2011 sur la base des chiffres réels pour des manifestations similaires, ainsi que des coupes dans les frais d'appui et l'annulation de l'atelier sous-régional sur l'application effective de l'annexe I de MARPOL.

- **Plan Bleu**

La coupe de 211 412 euros correspond au gel, jusqu'au prochain exercice biennal, des postes d'experts en communication, eau, énergie et développement rural. En ce qui concerne les activités, l'ajustement porte sur l'analyse prospective territoriale dans le cadre des Projets PAC et sur les travaux relatifs à l'adaptation au changement climatique. Il est proposé de reporter ces derniers jusqu'à ce que des ressources externes soient mobilisées en vue d'élaborer des indicateurs d'impact du changement climatique. Il convient de noter que le CAR/PB ne fait pas de distinction entre coûts de personnel et coûts des activités car l'aboutissement de ses travaux est de nature intellectuelle sur la base de prestations des ressources humaines et de l'expertise du personnel.

- **CAR/PAP**

La compression budgétaire se monte à 198 725 euros et consiste en économies réalisées dans les activités en raison des retards dans les procédures administratives de certaines Parties contractantes (par ex ;, études de faisabilité pour les projets PAC), en recours à des ressources externes pour certaines activités (prises en charge par les projets Pegaso et Protogisc) et dans le report d'activités relatives à l'aménagement paysager en vue de réunir un financement externe. Les coûts administratifs ont été également réduits en ce qui concerne les voyages en mission, les communications, l'assistance temporaire et le matériel.

- **CAR/ASP**

La coupe proposée pour le CAR/ASP se monte à 174 809 euros au cours de l'exercice biennal. Le recrutement différé du Directeur scientifique représente une part importante de ce montant. Des ajustements mineurs ont également été effectués dans le PAC Almeria (volet biodiversité), dans l'assistance sur des questions relatives à la cartographie et à la surveillance des habitats qui est fournie sur demande aux pays, ainsi que pour le site web du Centre. Il est également proposé de reporter au prochain exercice biennal une activité de formation et le symposium sur les oiseaux marins. Les voyages en mission, le matériel et autres frais divers ont également été réduits.

### 3.2 Redressement du déficit

Le déficit du MTF se montait à 4 507 812 USD au 31 décembre 2009. En raison de la terrible situation financière qui marque le présent exercice biennal, le Directeur exécutif du PNUE a fourni au PAM/PNUE un montant d'environ 0,7 million d'euros (1 million de USD) sur sa réserve pour aider le PAM à combler le déficit accumulé.

Lors du présent exercice biennal, l'objectif est de stabiliser le déficit. Il ne sera réduit que par l'appui du Siège du PNUE et le recouvrement des arriérés des exercices biennaux précédents.

Pour redresser le déficit, il est proposé que, au cours du prochain exercice biennal, le Secrétariat du PAM/PNUE limite ses dépenses sur les fonds MTF à 95% des nouvelles annonces de contributions jusqu'à ce que le déficit soit redressé et que la réserve opérationnelle soit constituée conformément au mandat de la dernière réunion des Parties contractantes. D'autres fonds non dépensés à la fin de l'exercice biennal viendront aussi contribuer au redressement du déficit.

La date du redressement complet dépendra de la capacité à recouvrer au profit du MTF et du CAL toutes les nouvelles contributions annoncées et les contributions non versées des exercices précédents, ainsi que du niveau des dépenses imputées à ces Fonds. L'on estime que le MTF pourrait revenir à l'équilibre au bout de deux ou trois exercices biennaux.

## **4. Effort renouvelé de recouvrement des arriérés et de mobilisation de fonds**

Conformément au mandat de la dernière réunion du Bureau (Rabat, Maroc, mai 2010), le Secrétariat a été proactif dans ce domaine. Des lettres ont été adressées par le PAM/PNUE aux gouvernements qui avaient des arriérés depuis plus de deux ans: Gouvernement de la Grèce (contribution de pays hôte : 868 317 euros); Libye (468 131 euros); Algérie (352 939 euros); Albanie (7 754 euros); et Liban (7 946 euros). Les lettres ont fait l'objet d'un suivi par le PAM/PNUE et des visites officielles ont été prévues dans ces pays pour soulever directement la question si nécessaire. La DEPI/PNUE assurera aussi un suivi par des contacts formels avec ces gouvernements.

L'Administratrice chargée du PAM/PNUE a eu des entrevues avec les représentants du Ministère grec de l'environnement ainsi qu'avec le Ministre pour traiter de cette question. De plus, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies a porté la question à l'attention du Ministre des Affaires étrangères de la Grèce lors de sa récente visite à Athènes ; et le Ministre adjoint aux affaires étrangères de Grèce a eu entrevue récente à New York avec le Directeur exécutif du PNUE, M. Achim Steiner. Dans toutes ces entrevues, les autorités grecques ont renouvelé l'assurance qu'elles s'engageaient à honorer leur contribution.

Conformément au Programme de travail, le processus de formulation d'un plan conjoint de mobilisation des ressources est en cours et devrait être finalisé au début de l'année prochaine. Parallèlement, le Secrétariat a rédigé plusieurs notes conceptuelles de projets pour examen avec des donateurs potentiels (la CE au moyen des instruments ENPI et ENRTP, le FEM, etc.). La mobilisation de ces ressources contribuera dans une large mesure à la mise en œuvre des priorités stratégiques telles que l'approche écosystémique, le renforcement de la gouvernance PAM/PNUE, le renforcement du réseau d'ASPIM, la mise en place d'un système commun d'information en Méditerranée dans le cadre de l'*InfoPAM*, etc.

## 5. Déficit du MTF – Mesures prises pour éviter la répétition d'une telle situation

Le PNUE a décidé d'entreprendre une analyse interne qui déterminera les conditions, les responsabilités et les décisions qu'il s'impose de prendre pour éviter qu'une telle situation se reproduise au sein de l'Organisation. En outre, l'administration du PNUE s'est engagée à prendre immédiatement les mesures suivantes grâce au consensus des Parties contractantes.

### i) Processus budgétaire amélioré:

- Un nouveau modèle de présentation du budget est en cours d'élaboration par le Secrétariat du PAM/PNUE afin de fournir aux Parties contractantes une information budgétaire plus adéquate. Le nouveau modèle, axé sur les prestations, aligné sur le Programme de travail sur cinq ans, met à part une fraction des recettes prévisionnelles pour constituer une réserve opérationnelle, comme le prévoit la décision de la réunion des Parties de 2009, et prend en compte un risque d'incertitude pour répondre aux besoins de financement en divisant le budget en deux parties : l'une à exécuter dès le début de l'exercice biennal, et l'autre concernant les activités à ne mettre en œuvre que pour autant les recettes seront reçues au cours de l'exercice biennal.
- Le Secrétariat du PAM a également instauré un système de surveillance de ses dépenses avec des bilans périodiques et une prévision des recettes et dépenses de manière à éviter un dépassement des crédits et une affectation impropre des dépenses.
- Le projet de décision sur le budget à soumettre pour examen par la prochaine réunion des Parties contractantes demandera à ladite réunion que les arriérés des années précédentes et les recettes anticipées des intérêts bancaires ne figurent plus dans le budget de l'exercice biennal que les Parties contractantes avaient l'habitude d'accepter et d'approuver. Les recettes provenant des intérêts et des bénéfices de change devraient servir à constituer la réserve opérationnelle décidée par la réunion des Parties de 2009.
- Le Siège du PNUE veillera à ce qu'une procédure appropriée d'établissement du budget soit suivie par le PAM et à renforcer une surveillance systématique du budget du PAM, notamment par l'approbation de la proposition de budget avant sa soumission à la réunion des Parties.

### ii) Gestion améliorée du Fonds :

- Le Siège du PNUE procédera à des vérifications périodiques des comptes du PAM de manière intégrée d'après les aspects des recettes, dépenses et réserve de fonds et il s'assurera que des informations comptables suffisantes et exactes sont mises à disposition du Fonctionnaire d'administration/gestion des fonds du PAM.
- Le PAM/PNUE révisé actuellement la répartition des pouvoirs et responsabilités entre les services concernés : DEPI Finances/Siège du PNUE, service financier du PAM, Composantes du PAM et Partenaires d'exécution, afin de répercuter les procédures les plus efficaces. Conformément aux nouvelles procédures, le service financier du PAM examinera aussi les rapports soumis par les Composantes du PAM et Partenaires d'exécution et il sera habilité à traiter les demandes d'avance de trésorerie et à intégrer les chiffres des dépenses dans le système financier de manière à garantir que la base de données maintient un tableau exact et à jour de la situation financière du PAM. Le Siège restera responsable de l'examen/approbation des documents de projet et des révisions budgétaires et il aura à veiller à leur traitement dans les délais requis et à leur supervision générale.
- Le Siège du PNUE offrira des possibilités de formation au Fonctionnaire d'administration/gestion des fonds ainsi qu'aux autres membres du personnel financier du PAM pour qu'ils se tiennent au courant des débats politiques les plus récents en matière financière, des règles et règlements de gestion financière des Nations Unies, des pratiques et procédures en vigueur au Siège et s'emploiera à ce que les Fonctionnaire des finances des Composantes du PAM se familiarisent avec les prescriptions des Nations Unies pour la gestion et la notification des fonds.



- iii) Renforcement de l'efficacité et de l'efficience dans la réalisation du programme de travail:
- Un bilan fonctionnel de l'Unité de coordination et du MED POL est actuellement établi dans le but d'examiner l'alignement du personnel et des activités en vue d'améliorer l'efficience et l'efficacité dans la mise en œuvre du Programme de travail. Le bilan concorde avec les recommandations de l'audit de l'OIOS de 2008 concernant la nécessité de réexaminer les fonctions du personnel et de modifier les définitions d'emploi si des déficiences étaient constatées.
  - Un examen soigneux des procédures administratives du PAM est également réalisé en vue de rationaliser celles-ci et les flux de tâches et de réduire les frais de fonctionnement. Les compétences et les rôles financiers du personnel du PAM sont maintenant clairement définis et rationalisés, et les procédures opérationnelles types sont en cours d'instauration et d'application effective.
- iv) Effort renouvelé de mobilisation de fonds et de recouvrement des arriérés décrit au #.5.

## 6. Recommandations

Le Bureau est invité à examiner les informations communiquées par le Siège du PNUE et l'Unité de coordination concernant la situation du MTF et, s'il le juge opportun, à conseiller :

- a) sur les options proposées et les plans d'urgence classant par ordre prioritaire les activités à mener au titre du programme de travail de l'exercice biennal 2010-2011 en vue de ramener les dépenses aux recettes disponibles ;
- b) sur les modalités proposées pour redresser le déficit et éviter que la situation se reproduise à l'avenir ;
- c) sur les meilleurs moyens de recouvrer les arriérés des Parties contractantes à la Convention.

Dans le contexte de la préparation du budget du prochain exercice biennal, il lui est aussi demandé de conseiller :

- d) sur la proposition de ne pas programmer 1% du budget approuvé afin de prendre en compte le niveau historique des contributions par rapport au budget approuvé; et
- e) sur la proposition qu'à compter de 2012 et jusqu'à ce que la réserve opérationnelle du MTF soit constituée, seuls 95% des 99% du budget approuvé soient programmés au regard des dépenses et activités structurelles.

En outre, le Bureau est invité à enjoindre les Parties qui n'ont pas encore acquitté leurs contributions, y compris les arriérés des années précédentes, de le faire sans délai.



## Annexe 1

**SOURCES DE FINANCEMENT telles que approuvées à la Réunion des Parties contractantes en 2009 (En euros):**

<b>Recettes</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Contributions au MTF	5,540,571	5,540,571
Contribution de contrepartie de la Grèce	440,000	440,000
Contribution de contrepartie du PNUÉ	15,000	15,000
<b>Total Contributions</b>	5,995,571	<b>5,995,571</b>
Contributions non versées pour années antérieures, y compris 2008 (estimation moyenne)	<del>1,332,449</del>	
Intérêts bancaires 2007	<del>262,661</del>	
Provisions effectuées sur le MTF	<del>969,733</del>	
<b>Total recettes prévues</b>	<b>14,555,985</b>	

<b>Recettes</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Contribution volontaire de la CE	<b>598,568</b>	<b>598.568</b>

**ANNEXE 2**  
**Récapitulatif de l'ajustement**

MTF EUR	99% des contributions non versées avec 100% des FGP			99% des contributions non versées avec 100% des FGP			99% des contributions non versées avec 100% des FGP		
	Budget 2010	Ajustement 2010	Ajustement 2010	Budget 2011	Ajustement 2011	Ajustement 2011	Budget 2010 - 2011	Ajustement pour l'exercice biennal	Ajustement pour l'exercice biennal
Unité de coordination	1.614.345	1.371.852	242.493	1.433.991	1.237.250	196.741	3.048.336	2.609.101	439.235
MEDPOL y compris OMS	1.564.026	1.329.091	234.935	1.627.166	1.403.922	223.244	3.191.192	2.733.013	458.179
CAR/PAP	685.916	582.883	103.033	697.475	601.783	95.692	1.383.391	1.184.666	198.725
CAR/ASP	557.054	473.378	83.676	664.245	573.112	91.133	1.221.299	1.046.490	174.809
REMPEC	938.442	797.477	140.965	937.704	809.053	128.651	1.876.146	1.606.530	269.616
CAR/PB	780.165	662.975	117.190	686.761	592.539	94.222	1.466.926	1.255.514	211.412
<b>Total partiel</b>	<b>6.139.948</b>	<b>5.217.657</b>	<b>922.291</b>	<b>6.047.342</b>	<b>5.217.657</b>	<b>829.685</b>	<b>12.187.290</b>	<b>10.435.313</b>	<b>1.751.977</b>
FGP 13%	798.193	678.295	119.898	786.154	678.295	107.859	1.584.348	1.356.591	227.757
<b>Total général</b>	<b>6.938.141</b>	<b>5.895.952</b>	<b>1.042.189</b>	<b>6.833.496</b>	<b>5.895.952</b>	<b>937.544</b>	<b>13.771.638</b>	<b>11.791.904</b>	<b>1.979.734</b>

Adjustment

14%

ANNEXE 3

Modèle de présentation du budget pour la réunion des Parties contractantes

PLAN D'URGENCE POUR 2010-2011

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES

	Budget approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
<b>II. FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT</b>						
1. UNITÉ DE COORDINATION,	1,383,345	1,330,819	1,155,263	1,215,119	(228,082)	(115,700)
2. MEDPOL ET ORGANISATIONS COOPERANT AU MED POL	837,026	861,166	862,388	861,166	25,362	0
3. CENTRE RÉGIONAL MÉDITERRANÉEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC))	793,942	784,704	743,142	639,441	(50,800)	(145,263)
4. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PLAN BLEU (CAR/PB))	630,019	655,762	512,373	605,127	(117,646)	(50,635)
5. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP)	565,373	586,235	514,625	542,848	(50,748)	(43,387)
6. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LES AIRES SPÉCIALEMENT PROTÉGÉES (CAR/ASP)	454,054	474,545	399,054	474,545	(55,000)	0
7. INFO/RAC	0	0	0	0	0	0
8. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP)	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4,663,759	4,693,231	4,186,845	4,338,246	(476,914)	(354,985)
FRAIS DE GESTION DU PROGRAMME *	549,089	552,920	503,358	521,813	(45,731)	(31,107)
<b>TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5,212,848</b>	<b>5,246,151</b>	<b>4,690,203</b>	<b>4,860,059</b>	<b>(522,645)</b>	<b>(386,092)</b>

\* Les frais de gestion du programme de 13% ne sont pas imputés à la contribution de contrepartie de la Grèce

	Budget approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	<b>II. ACTIVITÉS</b>					
<b>TOTAL ACTIVITÉS À FINANCER</b>						
1. GOUVERNANCE	1,076,985	1,214,906	735,026	1,081,312	(341,959)	(133,594)
2. GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	240,000	174,000	174,650	165,000	(65,350)	(9,000)
3. BIODIVERSITÉ	268,000	114,000	249,500	64,000	(18,500)	(50,000)
4. PRÉVENTION ET MAÎTRISE DE LA POLLUTION	540,000	633,000	348,000	443,000	(192,000)	(190,000)
5. PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES	99,000	56,000	75,000	55,000	(24,000)	(1,000)
6. CHANGEMENT CLIMATIQUE	180,000	178,000	146,869	158,172	(33,131)	(19,828)
TOTAL PARTIEL	2,403,985	2,369,906	1,729,045	1,966,484	(674,940)	(403,422)
FRAIS DE GESTION DU PROGRAMME (13%)	263,831	259,400	176,089	206,956	(87,742)	(52,444)
<b>TOTAL ACTIVITÉS FINANCÉES</b>	<b>2,667,816</b>	<b>2,629,306</b>	<b>1,905,134</b>	<b>2,173,440</b>	<b>(762,682)</b>	<b>(455,866)</b>

	Budget approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	<b>A. ACTIVITÉS À FINANCER SUR LE MTF*</b> (à l'exclusion de la contribution volontaire de la CE)					
1. GOUVERNANCE	925,192	991,113	568,233	873,691	(356,959)	(117,422)
2. GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	120,000	54,000	54,650	45,000	(65,350)	(9,000)
3. BIODIVERSITÉ	85,000	50,000	66,500	0	(18,500)	(50,000)
4. PRÉVENTION ET MAÎTRISE DE LA POLLUTION	530,000	621,000	338,000	431,000	(192,000)	(190,000)
5. PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES	64,000	11,000	55,000	0	(9,000)	(11,000)
6. CHANGEMENT CLIMATIQUE	107,000	70,000	73,869	44,000	(33,131)	(26,000)
TOTAL PARTIEL	1,831,192	1,797,113	1,156,252	1,393,691	(674,940)	(403,422)
FRAIS DE GESTION DU PROGRAMME (13%)	238,055	233,625	150,313	181,180	(87,742)	(52,445)
<b>TOTAL ACTIVITÉS FINANCÉS SUR LE MTF</b>	<b>2,069,247</b>	<b>2,030,738</b>	<b>1,306,565</b>	<b>1,574,871</b>	<b>(762,682)</b>	<b>(455,867)</b>

	Budget approuvé (en €)		Budget proposé (en €)		Augmentation/ Diminution (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	<b>B. ACTIVITÉS À FINANCER SUR LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE DE LA CE</b>					
1. GOUVERNANCE	151,793	223,793	166,793	207,621	15,000	(16,172)
2. GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	120,000	120,000	120,000	120,000	0	0
3. BIODIVERSITÉ	183,000	64,000	183,000	64,000	0	0
4. PRÉVENTION ET MAÎTRISE DE LA POLLUTION	10,000	12,000	10,000	12,000	0	0
5. PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES	35,000	45,000	20,000	55,000	(15,000)	10,000
6. CHANGEMENT CLIMATIQUE	73,000	108,000	73,000	114,172	0	6,172
TOTAL PARTIEL	572,793	572,793	572,793	572,793	0	0
FRAIS DE GESTION DU PROGRAMME (13%)	25,776	25,776	25,776	25,776	0	0
<b>TOTAL ACTIVITÉS À FINANCER SUR LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE DE LA CE</b>	<b>598,569</b>	<b>598,569</b>	<b>598,569</b>	<b>598,569</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET GLOBAL COUVRANT LES ACTIVITÉS, LES FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITÉ DE COORDINATION ET DES CENTRES (en euros):**

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
UNITÉ DE COORDINATION, Athènes, Grèce						
TOTAL ACTIVITÉS	639,793	705,793	461,393	718,902	(178,400)	13,109
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	1,383,345	1,330,819	1,155,263	1,215,119	(228,082)	(115,700)
<b>TOTAL</b>	<b>2,023,138</b>	<b>2,036,612</b>	<b>1,616,656</b>	<b>1,934,021</b>	<b>(406,482)</b>	<b>(102,591)</b>
MEDPOL						
TOTAL ACTIVITÉS	737,000	770,000	479,750	543,709	(257,250)	(226,291)
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS MED POL ET ORGANISATIONS COOPÉRANTES	837,026	861,166	862,388	861,166	25,362	0
<b>TOTAL</b>	<b>1,574,026</b>	<b>1,631,166</b>	<b>1,342,138</b>	<b>1,404,875</b>	<b>(231,888)</b>	<b>(226,291)</b>
CENTRE RÉGIONAL MÉDITERRANÉEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC)						
TOTAL ACTIVITÉS	156,500	165,000	106,500	142,000	(50,000)	(23,000)
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	793,942	784,704	743,142	639,441	(50,800)	(145,263)
<b>TOTAL</b>	<b>950,442</b>	<b>949,704</b>	<b>849,642</b>	<b>781,441</b>	<b>(100,800)</b>	<b>(168,263)</b>
CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PLAN BLEU (CAR/PB)						
TOTAL ACTIVITÉS	218,149	132,173	183,017	124,172	(35,132)	(8,001)
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	630,016	655,766	512,373	605,127	(117,643)	(50,639)
<b>TOTAL</b>	<b>848,165</b>	<b>787,939</b>	<b>695,390</b>	<b>729,299</b>	<b>(152,775)</b>	<b>(58,640)</b>
CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP)						
TOTAL ACTIVITÉS	240,543	231,240	182,193	185,000	(58,350)	(46,240)
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	565,373	586,235	514,625	542,848	(50,748)	(43,387)
<b>TOTAL</b>	<b>805,916</b>	<b>817,475</b>	<b>696,818</b>	<b>727,848</b>	<b>(109,098)</b>	<b>(89,627)</b>
CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LES AIRES SPÉCIALEMENT PROTÉGÉES (CAR/ASP)						
TOTAL ACTIVITÉS	346,000	296,700	316,191	186,700	(29,809)	(110,000)
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	454,054	474,545	399,054	474,545	(55,000)	0
<b>TOTAL</b>	<b>800,054</b>	<b>771,245</b>	<b>715,245</b>	<b>661,245</b>	<b>(84,809)</b>	<b>(110,000)</b>
INFO/RAC						
TOTAL ACTIVITÉS	66,000	66,000	0	66,000	(66,000)	0
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>66,000</b>	<b>66,000</b>	<b>0</b>	<b>66,000</b>	<b>(66,000)</b>	<b>0</b>
CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP)						
TOTAL ACTIVITÉS	1	1	1	1	0	0
TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
FRAIS DE GESTION DU PROGRAMME						
	812,920	812,321	679,447	728,769	(133,473)	(83,552)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7,880,661</b>	<b>7,872,462</b>	<b>6,595,336</b>	<b>7,033,498</b>	<b>(1,285,325)</b>	<b>(838,964)</b>

**FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT****1. UNITÉ DE COORDINATION, Athènes, Grèce**

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010 MTF+CAL	2011 MTF+CAL	2010 MTF+CAL	2011 MTF+CAL	2010 MTF+CAL	2011 MTF+CAL
<b>Personnel d'encadrement</b>						
Coordonnateur - D.2	197,075	172,310	100,470	155,594	(96,605)	(16,716)
Coordonnateur adjoint - D.1	148,415	134,885	151,406	155,961	2,991	21,076
Administratrice de programme - P.4	137,559	141,920	162,760	167,466	25,201	25,546
Fonct. administration/gestion des fonds - P.4	*	*	*	*	*	*
Fonctionnaire chargée de l'information - P.3	89,096	93,107	109,242	112,223	20,146	19,116
Juriste – P2/3 <sup>a</sup>	88,751	93,829	0	39,810	(88,751)	(54,019)
<b>Total Personnel d'encadrement</b>	<b>660,896</b>	<b>636,051</b>	<b>523,878</b>	<b>631,054</b>	<b>(137,018)</b>	<b>(4,997)</b>
<b>Personnel des services généraux</b>						
Assistante services de conférence - G.7	*	*	*	*	*	*
Secrétaire hors classe - G.5	45,221	47,761	50,864	52,136	5,643	4,375
Employée administrative - G.6	*	*	*	*	*	*
Assistant Informatique - G.6	*	*	*	*	*	*
Assistante budget - G.7	*	*	*	*	*	*
Assistante administrative - G.6	*	*	48,710	52,026	48,710	52,026
Assistante bibliothécaire - G.6	54,380	55,674	49,067	50,293	(5,313)	(5,381)
Assistante administrative - G.6	*	*	*	*	*	*
Assistante de programme - G.5 <sup>b</sup>	*	*	*	*	*	*
Secrétaire - G.5	43,793	46,333	49,083	50,310	5,290	3,977
Employé administratif - G.5	*	*	*	*	*	*
Employé administratif - G.4	*	*	*	*	*	*
Assistante Information - G.5	43,496	46,000	45,000	46,000	1,504	0
<b>Total Personnel des services généraux</b>		<b>195,768</b>	<b>242,724</b>	<b>250,765</b>	<b>55,834</b>	<b>54,997</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>831,819</b>	<b>766,602</b>	<b>881,819</b>	<b>(81,184)</b>	<b>50,000</b>
<b>Appui administratif</b>						
Voyages en mission	70,000	70,000	97,000	50,000	27,000	(20,000)
Assistance temporaire	10,000	10,000	0	0	(10,000)	(10,000)
Formation du personnel de l'Unité MED	10,000	10,000	650	0	(9,350)	(10,000)
Heures supplémentaires	5,000	5,000	0	0	(5,000)	(5,000)
Réception/représentation	10,000	10,000	550	0	(9,450)	(10,000)
<b>Frais de bureau</b>						
Location	155,000	155,000	142,500	154,000	(12,500)	(1,000)
Autres frais de bureau (y compris articles divers)	275,559	239,000	147,961	129,300	(127,598)	(109,700)
<b>Total frais d'appui administratif et de bureau</b>	<b>535,559</b>	<b>499,000</b>	<b>388,661</b>	<b>333,300</b>	<b>(146,898)</b>	<b>(165,700)</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1,383,345</b>	<b>1,330,819</b>	<b>1,155,263</b>	<b>1,215,119</b>	<b>(228,082)</b>	<b>(115,700)</b>



2. MED POL ET ORGANISATIONS COOPÉRANTES

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
<b>Personnel d'encadrement</b>						
Coordonnateur du MED POL, Athènes - D1	150,142	157,150	171,406	175,691	21,264	18,541
Administrateur de programme, Athènes - P.4	115,780	119,247	127,507	130,695	11,727	11,448
Administrateur de programme, Athènes - P.4	114,521	117,179	127,507	130,695	12,986	13,516
Administrateur de programme OMS/Conseiller scientifique principal, Unité de coordination du PAM (Athènes) - P.5	143,554	145,432	143,554	145,432	0	0
<b>Total Personnel d'encadrement</b>	<b>523,997</b>	<b>539,008</b>	<b>569,974</b>	<b>582,513</b>	<b>45,977</b>	<b>43,505</b>
<b>Personnel des services généraux</b>						
Secrétaire (MED POL), Athènes - G.5	40,870	43,340	47,115	48,293	6,245	4,953
Secrétaire (MED POL), Athènes - G.4	39,052	41,281	44,906	46,029	5,854	4,748
Secrétaire (MED POL), Athènes - G.4	32,714	34,781	0	0	(32,714)	(34,781)
Secrétaire OMS, Unité de coordination du PAM (Athènes) - G.5	46,717	47,829	46,717	47,829	0	0
Assistante Laboratoire MEL/AIEA (Monaco) - G.6	73,262	74,927	73,262	74,927	0	0
<b>Total Personnel des services généraux</b>	<b>232,615</b>	<b>242,158</b>	<b>212,000</b>	<b>217,078</b>	<b>(20,615)</b>	<b>(25,080)</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>756,612</b>	<b>781,166</b>	<b>781,974</b>	<b>799,591</b>	<b>25,362</b>	<b>18,425</b>
<b>Voyages:</b>						
Voyages en mission du personnel MED POL, MED POL (Athènes)	50,414	50,000	50,414	31,575	0	(18,425)
Voyages en mission du personnel OMS (Athènes)	15,000	15,000	15,000	15,000	0	0
Voyages en mission du personnel AIEA (Monaco)	15,000	15,000	15,000	15,000	0	0
<b>Frais de bureau</b>						
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>837,026</b>	<b>861,166</b>	<b>862,388</b>	<b>861,166</b>	<b>25,362</b>	<b>0</b>

**3. CENTRE RÉGIONAL MÉDITERRANÉEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC), La Valette, Malte**  
**Organisation coopérante: OMI**

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
<b>Personnel d'encadrement</b>						
Directeur - D.1	156,350	155,146	156,350	155,146	0	0
Administrateur de programme hors classe - P5	126,450	128,633	126,450	128,633	0	0
Administrateur de programme (MEP) – P4	94,543	95,263	94,543	0	0	(95,263)
Administrateur de programme (OPRC) - P4	109,059	106,023	109,059	106,023	0	0
Administrateur de programme (ENV) – L3 (I)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de programme - L4 (II)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de programme- L4 (II)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de programme Junior – P1 (III)	-	-	-	-	-	-
<b>Total Personnel d'encadrement</b>	<b>486,402</b>	<b>485,065</b>	<b>486,402</b>	<b>389,802</b>	<b>0</b>	<b>(95,263)</b>
<b>Personnel des services généraux</b>						
Assistant administratif/financier- G.7 (IV)	17,933	18,505	17,933	18,505	0	0
Assistant Information - G.7	30,131	30,131	30,131	30,131	0	0
Assistant du Directeur - G.7	27,270	27,843	27,270	27,843	0	0
Employé/Secrétaire - G.4	23,512	24,000	23,512	24,000	0	0
Secrétaire - G.5	25,848	25,848	25,848	25,848	0	0
Assistant technique/Logistique – G.4	24,831	25,312	24,831	25,312	0	0
Assistant administratif - G.6 (V)	-	-	-	-	0	0
<b>Total Personnel des services généraux</b>	<b>149,525</b>	<b>151,639</b>	<b>149,525</b>	<b>151,639</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>						
Voyages en mission	60,000	50,000	42,000	30,000	(18,000)	(20,000)
<b>Frais de bureau</b>	<b>98,015</b>	<b>98,000</b>	<b>65,215</b>	<b>68,000</b>	<b>(32,800)</b>	<b>(30,000)</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>793,942</b>	<b>784,704</b>	<b>743,142</b>	<b>639,441</b>	<b>(50,800)</b>	<b>(145,263)</b>

4. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PLAN BLEU (CAR/PB)  
Sophia Antipolis, France

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
<b>Personnel d'encadrement</b>						
Directeur						
Directeur adjoint						
Responsable administratif et financier	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Expert économiste	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Experts tourisme et territoire	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Expert statistiques et indicateurs	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Experts villes et institutions	0	0	0	0	0	0
Expert énergie	30,422	31,334	12,098	0	(18,324)	(31,334)
Expert énergie Senior	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Expert transport	0	0	0	0	0	0
Expert eau	30,422	31,334	23,825	20,400	(6,597)	(10,934)
Expert eau Junior	20,400	21,012	0	21,012	(20,400)	0
Expert développement rural	30,422	31,334	0	31,334	(30,422)	0
Expert environnement	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Expert en biodiversité marine	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
Expert en communication	24,000	24,720	0	24,720	(24,000)	0
Documentaliste	30,422	31,334	30,422	31,334	0	0
<b>Total Personnel d'encadrement</b>	<b>379,042</b>	<b>390,406</b>	<b>279,299</b>	<b>348,138</b>	<b>(99,743)</b>	<b>(42,268)</b>
<b>Personnel des services généraux</b>						
Secrétaire bilingue assistante de direction	22,271	22,939	22,271	22,939	0	0
Assistante collecte de données/secrétaire	22,271	22,939	22,271	22,939	0	0
Secrétaire bilingue	22,271	22,939	22,271	22,939	0	0
Administrateur réseaux, collecte données, PAO	22,271	22,939	22,271	22,939	0	0
<b>Assistant administratif/ comptable</b>	22,271	22,939	22,271	22,939	0	0
Stagiaire	27,000	27,810	9,097	19,443	(17,903)	(8,367)
Assistance temporaire	7,622	7,851	7,622	7,851	0	0
<b>Total Personnel des services généraux</b>	<b>145,977</b>	<b>150,356</b>	<b>128,074</b>	<b>141,989</b>	<b>(17,903)</b>	<b>(8,367)</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>525,019</b>	<b>540,762</b>	<b>407,373</b>	<b>490,127</b>	<b>(117,646)</b>	<b>(50,635)</b>
Voyages en mission	45,000	50,000	45,000	50,000	0	0
Frais de bureau et de fonctionnement	60,000	65,000	60,000	65,000	0	0
<b>Frais de bureau et de fonctionnement</b>						
<b>Total Frais d'appui administratif et de bureau</b>	<b>105,000</b>	<b>115,000</b>	<b>105,000</b>	<b>115,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>630,019</b>	<b>655,762</b>	<b>512,373</b>	<b>605,127</b>	<b>(117,646)</b>	<b>(50,635)</b>

**5. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP), Split, Croatie**

		Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
		2010	2011	2010	2011	2010	2011
		MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
<b>Personnel D'encadrement</b>	m/m						
Directeur	12	74,542	78,455	74,542	78,455	0	0
Directeur adjoint	12	55,598	58,517	49,600	58,517	(5,998)	0
Administrateur de programme hors classe (PAC)	12	39,233	41,293	39,233	41,293	0	0
Administrateur de programme (Protocole GIZC)	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
Administrateur de programme ((économie de l'environnement))	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
Administrateur de programme (GIZC)	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
Administrateur de programme (projets)	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
Fonctionnaire chargé de l'administration/gestion des fonds	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
<b>Total Personnel d'encadrement</b>		<b>359,373</b>	<b>378,240</b>	<b>353,375</b>	<b>378,240</b>	<b>(5,998)</b>	<b>0</b>
<b>Personnel des services généraux</b>							
Commis aux finances	12	38,000	39,995	38,000	39,995	0	0
Agent chargé de l'entretien*	12	-	-	-	-	-	-
<b>Total personnel des services généraux</b>		<b>38,000</b>	<b>39,995</b>	<b>38,000</b>	<b>39,995</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DU PERSONNEL</b>		<b>397,373</b>	<b>418,235</b>	<b>391,375</b>	<b>418,235</b>	<b>(5,998)</b>	<b>0</b>
<b>Appui administratif</b>							
Voyages en mission		70,000	70,000	50,000	55,513	(20,000)	(14,487)
Assistance temporaire		18,000	18,000	14,000	14,000	(4,000)	(4,000)
Frais de bureau		80,000	80,000	59,250	55,100	(20,750)	(24,900)
<b>Total Frais d'appui administratif et de bureau</b>		<b>168,000</b>	<b>168,000</b>	<b>123,250</b>	<b>124,613</b>	<b>(44,750)</b>	<b>(43,387)</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS ADMINISTRATIFS</b>		<b>565,373</b>	<b>586,235</b>	<b>514,625</b>	<b>542,848</b>	<b>(50,748)</b>	<b>(43,387)</b>

**6. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LES AIRES SPÉCIALEMENT PROTÉGÉES (CAR/ASP)  
Tunis, Tunisie**

		Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
		2010	2011	2010	2011	2010	2011
		MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
<b>Personnel d'encadrement</b>	m/ m						
Directeur	12	54,000	56,430	54,000	56,430	0	0
Directeur scientifique	12	82,815	86,541	27,815	86,541	(55,000)	0
Expert	12	24,265	25,356	24,265	25,356	0	0
Expert	12	74,615	77,972	74,615	77,972	0	0
Expert	12	21,500	22,467	21,500	22,467	0	0
Expert	12	20,500	21,422	20,500	21,422	0	0
Fonctionnaire d'administration	12	17,000	17,765	17,000	17,765	0	0
<b>Total Personnel d'encadrement</b>		<b>294,695</b>	<b>307,953</b>	<b>239,695</b>	<b>307,953</b>	<b>(55,000)</b>	<b>0</b>
<b>Personnel des services généraux</b>							
Assistante administrative	12	14,406	15,055	14,406	15,055	0	0
Secrétaire bilingue	12	15,126	15,807	15,126	15,807	0	0
Secrétaire bilingue	12	15,126	15,807	15,126	15,807	0	0
Chauffeur	12	9,705	10,143	9,705	10,143	0	0
Commis aux finances	12	4,996	5,220	4,996	5,220	0	0
<b>Total Personnel des services généraux</b>		<b>59,359</b>	<b>62,032</b>	<b>59,359</b>	<b>62,032</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>354,054</b>	<b>369,985</b>	<b>299,054</b>	<b>369,985</b>	<b>(55,000)</b>	<b>0</b>
<b>Appui administratif</b>							
Voyages en mission		49,000	51,264	49,000	51,264	0	0
Assistance temporaire		10,000	10,000	10,000	10,000	0	0
Frais de bureau		41,000	43,296	41,000	43,296	0	0
<b>Total Frais d'appui administratif et de bureau</b>		<b>100,000</b>	<b>104,560</b>	<b>100,000</b>	<b>104,560</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>454,054</b>	<b>474,545</b>	<b>399,054</b>	<b>474,545</b>	<b>(55,000)</b>	<b>0</b>

7. INFO/RAC, Italie

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	MTF 2010	MTF 2011	MTF 2010	MTF 2011	MTF 2010	MTF 2011
<b>ACTIVITÉS</b>	<b>66,000</b>	<b>66,000</b>	<b>0</b>	<b>66,000</b>	<b>(66,000)</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	*	*	*	*	*	*

8. CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP)  
Barcelone, Espagne

	Budget Approuvé (en €)		Dépenses d'urgence (en €)		Ajustement (en €)	
	MTF 2010	MTF 2011	MTF 2010	MTF 2011	MTF 2010	MTF 2011
<b>ACTIVITÉS</b>	1	1	1	1	0	0
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	*	*	*	*	*	*





ANNEXE 4  
Modèle de présentation du Programme de travail

Thème I : Gouvernance															
Priorité/Résultat final: Convention de Barcelone, Protocoles et stratégies dûment mises en œuvre															
Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<b>Prestations 1.1</b> Renforcement de la cohérence, de l'efficacité et de l'obligation redditionnelle au plan institutionnel															
<i>Processus décisionnel intégré et plus cohérent au sein du PAM/PNUJ</i>	1.1.1 Dix-septième réunion des Parties contractantes	Unité de coordination avec la contribution des composantes et programmes du PAM	Enquêtes de satisfaction auprès des organes décisionnels et des partenaires quant à la qualité, la ponctualité et la pertinence des travaux du PAM, communiquées aux Parties contractantes dans les langues officielles et dans les délais impartis.												
	1.1.2 Réunions du Bureau (trois au cours de l'exercice biennal)		Progrès contrôlés, orientations fournies au Secrétariat, rapports des réunions du Bureau soumis à la réunion des Points focaux du PAM et à celle des Parties contractantes	50		68		18		40		40		0	

	1.1.3 Réunion des Points focaux du PAM et réunions des Points focaux des composantes alignées		Progrès accomplis du cours du précédent exercice biennal contrôlés, programme de travail et projets de décisions finalisés pour soumission à la réunion des Parties contractantes							100		100		0		
	1.1.4 14 <sup>ème</sup> réunion de la CMDD		Recommandations de la CMDD élaborées pour soumission à la réunion des Parties contractantes							45		50		5		
	1.1.5 Réunions du Comité directeur de la CMDD		Progrès accomplis contrôlés, orientations fournies au Secrétariat, rapports du Comité directeur de la CMDD soumis à la réunion de la CMDD	20		5		(15)		20		20		0		
	1.1.6 Réunion des Points focaux nationaux du MED POL	MED POL en consultation avec l'Unité de coordination	Programme correctement coordonné avec les Points focaux.  Activités menées au cours du précédent exercice biennal et programme d'activités pour l' l'exercice biennal suivant approuvés pour examen par la réunion des Points focaux du PAM							40		40		0		
	1.1.7 Réunion des Points focaux du REMPEC	REMPEC en consultation avec l'Unité de coordination									52		52		0	
	1.1.8 Réunion des Points focaux du CAR/PB	CAR/PB en consultation avec l'Unité de coordination									23		23		0	
	1.1.9 Réunion des Points focaux du CAR/PAP	CAR/PAP en consultation avec l'Unité de coordination:									25		20		(5)	
	1.1.10 Réunion des Points focaux du CAR/ASP (10 <sup>e</sup> réunion)	CAR/ASP en consultation avec l'Unité de coordination									64.7		64.7		0	

	1.1.11 Réunion des Points focaux de l'INFO/RAC	INFO/ RAC en consultation avec l'Unité de coordination													
	1.1.12 Réunion des Points focaux du CAR/PP	CAR/PP en consultation avec l'Unité de coordination		0.001		0.001		0		0.001		0.001		0	

Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/FEM ajust.	MTF diff.	EC / FEM diff.	MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/ FEM ajust.	MTF diff.	EC/FEM diff.
<u>Gestion des questions horizontales</u>	1.1.13 Gestion des questions horizontales 1.1.14 Approche écosystémique, dont la réunion des experts désignés par les gouvernements	Unité de coordination en collaboration avec toutes les composantes du PAM	Vision concernant l'écosystème de la zone de la mer Méditerranée et autres documents soumis à la réunion des experts désignés par les gouvernements conformément à la Décision IG 17/6 sur l'approche écosystémique	105		41		(64)							
	1.1. 15 Préparation/traduction des rapports des organes décisionnels	Unité de coordination	Rapports officiels des organes décisionnels traduits dans les langues officielles du PAM en vertu du règlement intérieur	30		40		10		30		61		31	
<u>Questions émergentes</u>	1.1.16 Gouvernance de la haute mer 1.1.17 Séquestration du carbone	Unité de coordination, CAR/ASP et MED POL	Impact potentiel des questions émergentes sur le système du PAM, suivi, analysé et traité par les organes décisionnels du PAM s'il y a lieu Sites possibles d'ASPIM identifiés en haute mer avec la participation des Parties contractantes, le cas échéant												
	1.1.18 Capacité améliorée de planification stratégique intégrée		-Système intégré efficace de planification et budgétisation établi	25		25		0		18	10	6	10	(12)	0



	<p>1.1.26 Partenariat et coopération: appui aux ONG selon les critères convenus en commun avec le Bureau et les Points focaux du PAM</p> <p>1.1.25 Participation des ONG au processus décisionnel du PAM</p>	<p>Unité de coordination Avec l'appui des composantes du PAM, Partenaires du PAM</p>	<p>- Liste des partenaires du PAM revue et mise à jour sur la base de la Décision IG 19/5 - Nombre de politiques/décisions ayant fait l'objet d'une consultation avec des partenaires du PAM avant leur adoption -Application de la Décision IG 19/5 sur la coopération PAM/société civile suivie et donnant lieu à un rapport soumis au Bureau et à la réunion des Pc</p>	10	45	0	45	(10)	0	15	40	0	40	(15)	0
	<p>1.1.27 Coordination efficace du Projet de Part. strat. FEM</p>	<p>Unité de gestion du projet FEM, Unité de coordination, CEC</p>	<p>Gestion du Projet FEM pleinement opérationnelle et efficace afin de coordonner l'application de la politique marine et côtière en Méditerranée</p>	127	FEM: 464	11	FEM: 464	(116)	FEM:0	105	FEM: 394	0	FEM: 469	(105)	FEM:75

Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<b>Prestations 1.2</b> Déficiences d'application corrigées: Parties contractantes aidées à atteindre les objectifs de la Convention de Barcelone, des Protocoles et des stratégies adoptées															
<i>Politiques, lignes directrices, plans d'action régionaux pour une application efficace de la CDB, de ses Protocoles et des stratégies adoptées</i>	1.2.1 Mise en œuvre de la SMDD comportant une évaluation des questions de sa gouvernance	Unité de coordination en collaboration avec des composantes du PAM	Rapport d'évaluation et recommandations de suivi de la SMDD soumis au Comité directeur de la CMDD et à la Dix-septième réunion des Parties contractantes	30		0		(30)				10		10	
	1.2.2 Réunions de consultation et ateliers régionaux pour appuyer les SNDD, évaluation de la SMDD, enjeux et problématiques de l'intégration de l'environnement et du développement	Unité de coordination avec le concours du CAR/Plan Bleu et d'autres composantes du PAM			20		5		(15)			20	35	0	35

	1.2.3 Réalisations de dépliants résumant les données essentielles concernant la mise en œuvre de la SMDD, études nationales sur l'intégration des dispositions de la SMDD dans les politiques publiques, révision des indicateurs prioritaires de la SMDD	CAR/PB avec l'Unité de coordination et les autres CAR	Nombre de dépliants diffusés, Nombre d'études nationales réalisées, Nombre d'indicateurs révisés		15		15		0		15		15		0
	1.2.4 Formulation de programmes et mesures relatifs au mercure, au secteur agroalimentaire et aux produits chimiques inscrits à l'annexe A de la Convention de Stockholm Convention, et réunion d'experts désignés par les gouvernements pour les finaliser	MED POL et CAR/PP en consultation avec l'Unité de coordination	Programmes et mesures formulés et soumis au groupe d'experts désignés par les gouvernements	70		70		0		10		0		(10)	



	<p>1.2.5 Organisation d'une réunion des parties prenantes nationales 2. Mise au point de valeurs limites-seuil nationales (VLSN) pour un pays méditerranéen, 3. Impression et publication de la carte des sites régionaux d'immersion de matériel de guerre</p>	MED POL	<p>1. Montages institutionnels et coopération entre parties prenantes nationales améliorés 2. VLSN soumis pour approbation par l'autorité nationale 3. Carte distribuée à tous les pays et acteurs concernés</p>	15		0		(15)		10		10		0	
	<p>1.2.6 Élaboration d'un plan d'action stratégique régional pour la gestion des détritrus, avec ses incidences financières</p>	MED POL	<p>Plan d'action stratégique soumis aux Parties contractantes</p>	5		5		0							
	<p>1.2.7 Exécution de certaines activités du Plan d'action pour combattre le trafic illicite de déchets dangereux dans des pays arabes: 1) préparation de la base de données sur les déchets dangereux et produits chimiques interdits ; et 2) manuel de formation destiné aux agents et inspecteurs portuaires</p>	MED POL	<p>1. La base de données est opérationnelle 2. Le manuel de formation destiné aux agents et inspecteurs portuaires est rédigé, publié et diffusé.</p>	25		10		(15)		10		5		(5)	

	<p>1.2.8 Réunion d'un réseau d'inspecteurs sur la mise en conformité et l'application effective de la législation</p> <p>1.2.9 Octroi d'une aide technique, institutionnelle, organisationnelle, financière à deux pays pour renforcer leurs corps d'inspecteurs</p>	MED POL	Finalisation des indicateurs de conformité et d'application effective Aide fournie à deux pays	10		0		(10)		48		48		0	
--	--	---------	---	----	--	---	--	------	--	----	--	----	--	---	--

* -	1.2.10 Octroi d'une aide et de bourses à des scientifiques pour une formation	MED POL	20 scientifiques participent aux manifestations MED POL sur cette question	15		10	(5)		15		5		(10)	
* -	1.2.11 Fournir une expertise pour la transposition de l'annexe I de la Convention MARPOL dans la législation nationale	REMPEC	La législation nationale appliquant l'annexe I de MARPOL instaurée dans les Pc ayant bénéficié de l'assistance d'experts	5		0	(5)		5		0		(5)	
* -	1.2.12 Atelier sur la mise en œuvre des annexes I et II de MARPOL	REMPEC	Annexes I et II de MARPOL correctement mises en œuvre par les Pc participantes	30		15	(15)							
* -	1.2.13 Atelier sur la mise en œuvre de l'annexe VI de MARPOL	REMPEC	Annexe VI de MARPOL ratifiée et mise en œuvre par les Pc participantes	25		17	(8)							
* -	1.2.14 Atelier sur les violations de l'annexe I de MARPOL	REMPEC	Procédure de poursuites des contrevenants devant les tribunaux par les autorités de l'État du pavillon et de l'État côtier instaurée par les Pc participantes						17		0		(17)	
* -	1.2.15 Fournir une expertise sur les procédures et systèmes nationaux de surveillance continue	REMPEC et pays volontaires au sein et en dehors de la Convention de Barcelone	Déficiences du système national de surveillance aérienne relevées et améliorations entreprises par les Pc qui ont bénéficié du concours d'experts	10		4	(6)							

	1.2.16 Étude de la possibilité de développer une politique sous-régionale de surveillance des zones marines sous juridiction	REMPEC et pays concernés	Système sous-régional de surveillance exploré												
* -	1.2.17 Renforcement du régime de contrôle par l'État du port en Méditerranée	Mémorandum d'accord du REMPEC, de l'EMSA et des administrations maritimes sur le contrôle par l'État du port	Campagne convenue d'inspection concentrée sur 3 jours concernant les déficiences d'application de l'annexe I de MARPOL												
* -	1.2.18 Assistance pour renforcer les capacités des administrations maritimes et assurer une application effective par l'État du pavillon	REMPEC, Université maritime mondiale(WMU), EMSA													
	1.2.19 Tenir une réunion de la task force régionale Globallast et un atelier régional d'harmonisation	REMPEC CAR/ASP	Avant-projet convenu concernant une stratégie régionale intégrée sur la gestion des eaux de ballast des navires et les espèces invasives	26.5		17.5		(9)							
	1.2.20 Réaliser une étude sur un réseau approprié de lieux de refuge en Méditerranée	REMPEC,	Approche coordonnée possible en vue de désigner de tels lieux de refuge en cas de survenue d'un accident	1		0		(1)							

*	1.2.21 Bilan de l'état actuel de la GIZC dans les pays méditerranéens, avec un inventaire des diverses expériences nationales/locales concernant une zone non constructible du littoral	CAR/PAP	Questionnaire rempli sur le bilan de la GIZC Rapport sur le bilan de la GIZC en Méditerranée rédigé, publié et diffusé	20		10		(10)		30		10		(20)	
	1.2.22 Poursuite des investigations sur les questions de responsabilité et d'indemnisation des dommages. Atelier régional pour l'examen des résultats à tenir juste avant la réunion du groupe de travail sur la responsabilité et la réparation	Unité de coordination avec l'appui du MED POL, du REMPEC et du CAR/ASP	Suggestions et propositions, selon le cas, soumises pour examen à la réunion des Pc de 2011	30	10	0	0	(30)	(10)	5	20	0	0	(5)	(20)



	1.2.30 Évaluation de l'état d'application de la Convention et de ses Protocoles en application des prescriptions du Document sur la gouvernance	Unité de coordination	Rapport soumis au Comité de respect des obligations et à la réunion des Pc Résultats diffusés Difficultés d'application recensées							15		10		(5)	
	1.2.31 Assistance juridique aux pays pour le développement de leur législation et réglementation appliquant les instruments juridiques du PAM et promotion de leur entrée en vigueur	Unité de coordination	Législation et réglementation renforcées et valorisées	15		0	15	(15)	15	15	10	0	30	(15)	20
	1.2.32 Procédures et mécanismes de respect des obligations pleinement opérationnels	Comité de respect des obligations Unité de coordination avec l'appui, selon le cas, d'autres composantes du PAM	Documents de travail sur les situations de non-respect des obligations et d'autres fonctions du Comité, établis et diffusés en temps voulu	42	10	30	39	(12)	29	50	45	45	51	(5)	6
	1.2.33 Essai des indicateurs d'efficacité	Unité de coordination en étroite coopération avec le PB et d'autres composantes du PAM	Indicateurs d'efficacité prioritaires, réalistes et pertinents proposés aux réunions des Points focaux du PAM et des composantes du PAM	20	5	0	0	(20)	(5)	20	5	10	0	(10)	(5)
	1.2.34 Assistance juridique à l'Unité de coordination et aux composantes du PAM	Unité de coordination	Conseils juridiques sur les questions juridiques émergentes de nature horizontale dûment fournis à temps	10		10		0		10		5		(5)	

	1.2.35 Aider les pays à mettre en place des réseaux de surveillance d'habitats clés	CAR/ASP, PAM	Nombre de sites surveillés ou d'ASP prises en compte, nombre d'habitats ou espèces sensibles surveillés	15		12		(3)		15		0		(15)	
	1.2.36 Réaliser des évaluations régulières des ASPIM	CAR/ASP	% d'ASPIM évaluées							5		5		0	





	1.3.2 Poursuite du développement et de l'intégration des éléments constitutifs de l'infoPAM, SIMEDD y compris, et application de l'approche écosystémique	INFO/RAC et Unité de coordination en consultation avec les autres composants du PAM	Service de répertoires en ligne du PAM Réseau de PFN sur les outils/technologies d'information et communication Atelier du PAM/PNUE sur la mise en place d'une infrastructure de données spatiales (IDS) pour examiner les expériences acquises, les besoins, possibilités, enjeux, acteurs clés et communautés d'utilisateurs, GeoPortail InfoPAM, Principes de partage des données PAM/PNUE, Lignes directrices sur le test d'interopérabilité, Service de téléassistance aux Pc pour les activités de rapport en ligne												
	1.3.3 Développement du SIMEDD Actualisation et production de .métadonnées et catalogue de données	PB avec l'INFO/RAC et l'Unité de coordination	- SIMEDD développé - Nombre d'entrées mises à jour - Nombre de hits sur le site web dédié	5		8		3		8		0		(8)	
	1.3.4 Développement du SIG pour l'Infosystème MED POL	INFO/RAC, MED POL	Système opérationnel, Couche SIG pour le GeoPortail InfoPAM	10		0		(10)		10		0		(10)	



	1.3.9 Réviser la Stratégie d'information & communication du PAM et développer des activités de vulgarisation	Unité de coordination, INFO/RAC	Stratégie révisée soumise pour examen et approbation	50		43		(7)		10		10		0	
	1.3.10 Préparation du deuxième Rapport sur l'environnement et le développement	Toutes les composantes et l'Unité de coordination	Rapport diffusé												
	1.3.11 Nouvelle publication actualisée comportant le texte des instruments juridiques du PAM, et d'un dépliant sur la CMDD	Unité de coordination	Publication réalisée et diffusée avant la réunion des Points focaux du PAM	10		0		(10)				8		8	
	1.3.12 Mise à jour des différentes sections d'information de MedSIG (herbiers marins, coralligène,) et bases de données bibliographiques régionales	CAR/ASP, INFO/RAC	Nombre de bases de données bibliographiques créées, Nombre de références dans chaque base de données Nombre de données géoréférencées intégrées dans MEDSIG	10		10		0		10		0		(10)	

	1.3.13 Contribution/ coopération aux rapports environnement aux et collectifs du PAM	INFO/RAC	Outils d'information/ communication pour améliorer la diffusion, la visibilité et l'impact des Rapports techniques du PAM aux niveaux régional et national, par ex. : supports d'information généraux, posters, brochures, dépliants, points d'information, fiches documentaires												
	1.3.14 Organisation de symposiums pour faire le bilan des connaissances régionales d'intérêt pour l'application des plans d'action concernant les espèces: a) Quatrième symposium sur la végétation marine b) Deuxième symposium sur les oiseaux marins	CAR/ASP Partenaires du plan d'action sur la végétation  CAR/ASP, Birdlife, Partenaires du plan d'action sur les oiseaux, ONG concernées	a) Meilleure diffusion des connaissances scientifiques sur les espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I du Protocole ASP & BD  b) Meilleure diffusion des connaissances scientifiques sur les espèces de plantes inscrites à l'annexe II du Protocole ASP & BD	18		18		0		15		0		(15)	

	1.3.15 Identification des opportunités de coopération en R&D sur le milieu marin et côtier	INFO/RAC Unité de coordination Composantes du PAM	Liens avec les opportunités existantes de financement de la recherche dans le cadre de la coopération scientifique et technique méditerranéenne												
	1.3.16 Collecte et diffusion des résultats du projet de R & D relatifs au milieu marin et côtier	INFO/RAC Unité de coordination Composantes du PAM	Base de données/ élaboration du catalogue sur les bonnes pratiques, outils, lignes directrices et expériences Promotion de séminaires et ateliers sur la S & T												
	1.3.17 Diffusion des possibilités offertes par les technologies innovantes d'observation de la Terre	INFO/RAC Unité de coordination Composantes du PAM	Rapport de situation sur les initiatives existantes d'observation de la Terre (satellite, in situ, aérienne) et avantages pour l'application de la Convention de Barcelone												

	<p>1.3.18 Examen, en coopération avec les autres composantes du PAM, des outils et moyens existants de surveillance et de veille de la mer Méditerranée et de son littoral</p>	<p>INFO/RAC Unité de coordination Composantes du PAM</p>	<p>Aider à la mise en place d'une plateforme internet commune pour rassembler les informations émanant des CAR et des partenaires méditerranéens sur les grandes menaces en jeu Appui à un "Système d'alerte précoce" sur les grands enjeux environnementaux dans la région méditerranéenne</p>												
	<p>1.3.19 Projet FEM pour le grand écosystème marin de la Méditerranée - Composante 4.3 – Stratégie de réplication</p>	<p>INFO/RAC Équipe FEM</p>	<p>Mise sur pied de l'équipe de réplication du projet; Développement d'une plateforme TIC; Analyse et diffusion de l'information; Organisation de deux réunions sur la réplication Conception et application de mécanismes de diffusion et construction de partenariats; Organisation d'une conférence régionale; Conception et application d'un système de notation de la réplication; Facilitation initiale du développement du projet in situ</p>												

<i>Communication, participation et éducation</i>	1.3.20 Supports de communication et/ou couverture par les médias de questions importantes, campagnes de sensibilisation, conférences de presse	Unité de coordination	Fréquence d'exposition des activités du PAM sur des questions importantes dans les médias et les publications, augmentation du nombre de campagnes de sensibilisation	42		9		(33)		24		49		25	
	1.3.21 Contribution à l'amélioration de la communication interne	INFO/RAC Unité de coordination	Réseau de Points focaux sur l'information & communication (IC) Contribution à l'application de la stratégie d'IC grâce à l'organisation d'activités et manifestations convenues Contribution aux plans annuels d'IC Enquête sur les besoins en IC												
	1.3.22 Contribution à l'amélioration de la communication externe et des connexions du PAM avec le monde hors Covention de Barcelone	INFO/RAC Unité de coordination Composantes du PAM	Application de la Stratégie	66		0		(66)		66		66		0	
	1.3.23 Le site web du PAM révisé et mis à jour est opérationnel	Unité de coordination INFO/RAC Autres composants	Nombre d'accès accru au site web du PAM	3		3		0		2		2		0	



1.3.24	MED POL	Site web opérationnel	5		0		(5)		5		5		0	
1.3.25	CAR/ASP, INFO/RAC	Nombre de connexions sur le site web Nombre de flash d'information	10		7		(3)		10		0		(10)	
1.3.26	Unité de coordination avec la contribution des composantes	Publiés en trois langues dans les délais impartis. Liste de distribution élargie	40		0		(40)		30		22		(8)	
1.3.27	Unité de coordination avec la contribution des composantes	Publiés en anglais dans les délais impartis. Liste de distribution élargie												
1.3.28	Unité de coordination avec la contribution des composantes	Rapports publiés et diffusés sur CD-ROM	7		6		(1)		3		2		(1)	
1.3.29	MED POL	Visibilité des activités MED POL améliorée	15		17		2		11	4	25	4	14	0

	1.3.30 Bibliothèque régulièrement revalorisée et opérationnelle	Unité de coordination	Nombre accru de demandes d'usager adressées à la bibliothèque	5		5		0						
	1.3.31 Organisation de manifestations /événements du PAM et participation à ceux-ci	INFO/RAC Unité de coordination Composant es du PAM	Prix de l'environnement méditerranéen Catalogue du prix de l'environnement											
	1.3.32 Manifestations visant à promouvoir la visibilité du PAM et la sensibilisation du public		Manifestations ciblées sur les jeunes dans le cadre de la réunion des Pc et de ses manifestations parallèles : Journée des Nations Unies comme la Journée MED (10 juin,), la Journée du littoral (24 octobre), la Journée de la biodiversité	20 5.6 CAR/PAP		14 5.6 CAR/PAP		(6)		15		15		0

	<p>1.3.33 Améliorer la communication avec la société civile et le secteur privé sur la production et la consommation durables (PCD), y compris l'échange d'informations sur les meilleures pratiques concernant les kits éducatifs</p>	<p>INFO/RAC CAR/PP</p>	<p>Lancement et diffusion de rapports, vidéos, études et lignes directrices sur la PCD Kits scolaires sur la PCD</p>												
	<p>1.3.34 Partenariat FEM pour le grand écosystème marin de la Méditerranée:- Composante 4.2 – Stratégie d'information et communication</p>	<p>INFO/RAC Équipe FEM</p>	<p>Production d'un site Intranet/Internet et d'un magazine en ligne; Conception, production de supports IC spéciaux; Participation à des événements environnementaux nationaux et internationaux, Planification d'une campagne audiovisuelle ciblée</p>												
	<p>1.3.35 Plan d'urgence pour des activités conjoncturelles (en accord avec les composantes du PAM)</p>	<p>INFO/RAC</p>	<p>À définir</p>												

Thème II : Gestion intégrée des zones côtières															
Résultat final: Développement durable des zones côtières renforcé															
Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr..	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<u>Prestations 2.1</u> La gestion des zones côtières permet de parvenir à un véritable équilibre entre développement et protection (développement durable du littoral)															
	2.1.1 Essai de la méthodologie prospective d'aménagement de l'espace "Imagine" à différentes échelles spatiales	CAR/PB, CAR/PAP, Unité de coordination	3 études de cas menées à bien	25		13		(12)							
	2.1.2 Finalisation du Programme d'aménagement côtier (PAC) du Maroc Exécution des activités du PAC en Espagne Activités préparatoires des PAC en Italie, au Monténégro et en France	Rôle de coordination du CAR/PAP, supervision globale de l'Unité de coordination Appui d'autres composantes du PAM dans leurs domaines de compétence respectifs	Rapports finals, Conférence de clôture pour le PAC Maroc. Atelier de lancement organisé et rapports à mi-parcours soumis pour le PAC Espagne. Étude de faisabilité, accord de projet et atelier de lancement pour le PAC Italie. Accord de projet et	10	120	0	120	(10)	0	10	120	0	120	(10)	0

			atelier de lancement pour le PAC Monténégro. Étude de faisabilité et accord de projet pour le PAC France												
	2.1.3 Exécution des activités GIZC de la "Composante régionale" du Projet pour le grand écosystème marin de la Méditerranée du FEM	CAR/PAP (activités pertinentes); pays associés au projet; partenaires du FEM; autres composantes du PAM	Projets de stratégies GIZC, atelier sur les PAN, stage de formation à la GIZC et esquisses de stratégies GIZC	10		10		0		10		10			0
	2.1.4 Organisation de deux ateliers de formation sur le Protocole GIZC	CAR/PAP; Unité de coordination du PAM (appui à la préparation et à la coordination); ONG, société civile	Deux ateliers de formation organisés Nombre de participants aux ateliers	10		0		(10)							
	2.1.5 Exécution du projet PEGASO (7 <sup>e</sup> programme-cadre de l'UE) sur la GIZC; plateforme de gouvernance GIZC partagée pour les Bassins de la Méditerranée et de la mer Noire	CAR/PAP (ensembles de travaux pertinents); autres partenaires du projet	- Projet de plateforme de gouvernance GIZC -Plateforme de gouvernance GIZC partagée interactive	10		10		0		5		10			5
	2.1.6 Rapports sur l'état actuel des systèmes d'aménagement de l'espace (maritime et terrestre) dans les pays méditerranéens	CAR/PAP; pays fournissant une information sur les systèmes d'actuels d'aménagement et leurs déficiences	Nombre de bilans établis sur l'aménagement de l'espace	15		15		0		15		15			0

	2.1.7 Rapport de synthèse des études thématiques pour l'application des méthodes/outils de gestion paysagère (établis lors de l'exercice biennal précédent)	CAR/PAP	Rapport de synthèse sur les méthodes de gestion paysagère établi	7		7		0							
	2.1.8 Atelier régional de présentation des méthodes et outils de gestion paysagère	CAR/PAP	Atelier organisé Nombre de participants à l'atelier	20		0		(20)							

	2.1.9 Atelier régional chargé de proposer des mesures visant à améliorer l'aménagement de l'espace dans les zones côtières de la Méditerranée	CAR/PAP	Atelier organisé Nombre de participants à l'atelier												
	2.1.10 Atelier de présentation des Lignes directrices sur la planification intégrée du réseau d'eaux urbaines dans les zones côtières de la Méditerranée (en anglais et français)	CAR/PAP	Atelier organisé Nombre de participants à l'atelier												
	2.1.11 Atelier de présentation des Lignes directrices sur la gestion des plages en Méditerranée (en anglais et français)	CAR/PAP	Atelier organisé Nombre de participants à l'atelier												
	2.1.12 Renforcement des capacités des parties prenantes aux Programmes d'aménagement côtier (PAC)	CAR/PAP; contribution des composantes du PAM concernées dans leurs domaines de compétence respectifs	Stages et ateliers de formation organisés dans le cadre des programmes de participation aux PAC	13		0		(13)							
	2.1.13 Organiser le cours MedOpen à distance élémentaire (par Internet) sur la GIZC	CAR/PAP	Nombre d'étudiants abonnés et ayant achevé le cours												
	2.1.14 Réalisation des activités relatives à la biodiversité dans le cadre du PAC Almeria – mise en place d'un processus de coopération avec les utilisateurs – organisation	CAR/ASP, CAR/PAP, PAM, Plan Bleu, CAR/PP, INFO/RAC, Région d'Andalousie, Ministère espagnol de l'environnement	Nombre de documents réalisés Rapport sur le processus de consultation Programme de surveillance écologique instauré	10		0		(10)		5		10			5





Thème III : Biodiversité

Résultat final: Perte de biodiversité martine et côtière réduite

Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<b>Prestations 3.1</b> Services écosystémiques rendus par le milieu marin et côtier identifiés et évalués															
	3.1.1 Étude pour estimer la valeur économique des services environnementaux rendus par la Méditerranée	Unité de coordination, CAR/PB, CAR/ASP, CAR/PAP	Étude menée à bien et disponible												
	3.1.2 Études pilotes pour estimer la valeur économique des activités de conservation	PB, avec le CAR/ASP	4 études pilotes menées à bien												
	3.1.3 Aider les pays à cartographier et caractériser d'importants habitats benthiques méditerranéens, avec l'élaboration d'un programme de travail pour combler les lacunes concernant la répartition des habitats prioritaires	CAR/ASP	Superficie des zones cartographiées et/ou du littoral inventorié Nombre de formulaires standard des données établis Nombre de sites étudiés Programme de cartographie des	20		20		0		10		0		(10)	

			habitats clés établi et soumis												
	3.1.4 Convoquer des ateliers de formation à la taxinomie lors de missions sur le terrain destinées à caractériser les sites nationaux dans le cadre du Programme MedMPAnet	CAR/ASP	Nombre de personnes formées	10		10		0							

Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<b>Prestations 3.2</b> Conservation et utilisation durable de la biodiversité (vision stratégique, nouveaux objectifs dans le contexte de l'après 2010, y compris la pêche, les eaux de ballast, les espèces non indigènes), espèces menacées et en danger															
	3.2.1 Établir des programmes conjoints régionaux/sous-régionaux de conservation du phoque moine, en collaboration avec les conventions pertinentes	CAR/ASP	Projets de programmes soumis		30		30		0						
	3.2.2 Caractériser et surveiller les habitats et populations de phoque moine en collaboration avec les institutions nationales concernées	CAR/ASP	Nombre de caméras installées Nombre de rapports de surveillance effectués Nombre et pourcentage de grottes de reproduction et de repos connues, proposées pour protection		24		24		0		14		14		0
	3.2.3 Aider les pays à mettre en œuvre des actions de conservation et de surveillance des échouages de cétacés	CAR/ASP	Nombre d'actions menées en faveur des cétacés		20		20		20		10		10		0

	3.2.4 Évaluer les plans d'action nationaux, recenser les lacunes et les mesures pour promouvoir la conservation des cétacés	CAR/ASP	Nombre de PAN évalués Liste d'actions prioritaires dressée							5		5		0
	3.2.5 Établir des lignes directrices pour la surveillance des sites de nidification des tortues, Normalisation des méthodes de surveillance, y compris l'étude du sex ratio	CAR/ASP	Lignes directrices finalisées		5		5		0					
	3.2.6 Assistance aux pays pour la mise en œuvre du plan d'action sur les tortues marines en partenariat avec les organisations qualifiées	CAR/ASP	Nombre d'activités réalisées pour la conservation des tortues marines		10		10		0		10		10	0
	3.2.7 Assistance aux pays pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant les poissons cartilagineux en partenariat avec les organisations qualifiées. Poursuite d'un suivi étroit, actualisation de l'évaluation de l'état des espèces de requins figurant sur la liste de l'annexe III du Protocole « ASP et biodiversité », afin d'envisager à la Dix-Septième réunion des Parties contractantes la possibilité de modifier le Protocole pour inclure ces espèces dans l'annexe II	CAR/ASP Parties contractantes	Nombre de rapports nationaux/sous-régionaux/régionaux (CGPM, Bonn, CAR/ASP, UICN) préparés sur les travaux et projets en cours		20		20		0		15		15	0



	3.2.14 Cours de formation à la surveillance du respect et de l'application effective de la Convention sur la gestion des eaux de ballast des navires (BWM)	REMPEC, CAR/ASP	Approche développée sur la base des risques pour le contrôle et les inspections	25		20		(5)							
	3.2.15 Réaliser une étude sur les eaux de ballast des navires en Méditerranée	REMPEC	Informations mises à disposition sur les principales voies maritimes et ports de réception des eaux de ballast des navires												
	3.2.16 Renforcer les capacités nationales (juridiques/techniques) de gestion des introductions d'espèces par les eaux de ballast	CAR/ASP, REMPEC	Nombre d'instruments juridiques appliqués Nombre de stagiaires formés aux divers aspects du problème des eaux de ballast		25		25		0						



	<p>processus;</p> <p>c) Campagnes de caractérisation sur place des sites marins susceptibles d'être désignés comme AMP;</p> <p>d) Évaluation écologique sur place de nouveaux sites d'intérêt pour la conservation</p>															
	<p>3.3.3 Création d'ASPIM en haute mer</p> <p>a) Analyse juridique de sites préidentifiés;</p> <p>b) Études océanographiques;</p> <p>c) Coopération avec les partenaires et le Comité consultatif pour définir le choix des aires et leurs délimitations;</p> <p>d) Information et sensibilisation à la création d'ASPIM en haute mer;</p> <p>e) Préparation de dossiers concernant 3 sites d'ASPIM potentiels</p>	CAR/ASP, Unité de coordination du PAM, REMPEC	<p>Documents et rapports pour parfaire les dossiers sur les ASPIM à 3 sites potentiels</p> <p>Nombre d'aires protégées en haute mer lors de la 2<sup>e</sup> année</p> <p>Nombre de rapports et documents d'information et de sensibilisation établis sur la création d'ASPIM</p>													
	<p>3.3.4 Améliorer la représentativité du réseau d'ASPIM</p>	CAR/ASP	<p>Nombre d'ASPIM proposées pour inscription sur la liste</p>	10		7		(3)								



	<p>3.3.5 Mener des activités de formation et de renforcement des activités.</p> <p>a) activités de renforcement des capacités pour promouvoir un réseau représentatif d'ASP;</p> <p>b) formation de gestionnaires, spécialistes et autorités concernées à l'identification de sites de démonstration, à la gestion, planification et surveillance écologique des AMP;</p> <p>c) formation des acteurs concernés aux mécanismes participatifs</p>	<p>CAR/ASP</p>	<p>Nombre d'activités de formation organisées</p> <p>Nombre de personnes formées</p>												
--	--	----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Thème IV : Prévention et maîtrise de la pollution															
Résultat final: Pollution d'origine terrestre et marine réduite															
Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/FEM ajust.	MTF diff.	EC/FEM diff.	MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/FEM ajust.	MTF diff.	EC/FEM diff.
<b>Prestations 4.1</b> <b>Alerte précoce à la pollution (déversements massifs, substances toxiques/potentiellement dangereuses)</b>															
<i>Activités d'alerte précoce à la pollution provenant de sources et activités situées à terre</i>	4.1.1 Préparation de l'évaluation de l'ordre de grandeur de la quantité d'éléments nutritifs provenant de sources diffuses	MED POL	Évaluation établie	15	FEM:38	0	FEM:38	(15)	FEM:0	7	FEM:7.5	0	FEM:37.5	(7)	FEM:30
	4.1.2 Assistance technique et financière fournie aux pays pour l'actualisation/application des programmes nationaux de surveillance continue, y compris la surveillance des aspects sanitaires	MED POL	8 accords signés; Données produites	90		75		(15)		90		85		(5)	
	4.1.3 Préparation de l'évaluation des tendances des apports de polluants	MED POL	Rapport soumis aux Parties contractantes	15		0		(15)		5		0		(5)	
	4.1.4 Assistance technique et financière aux pays pour la formulation/application de programmes sur l'eutrophisation et la biosurveillance	MED POL	Deux projets exécutés, données communiquées	20		0		(20)		15		10		(5)	

	4.1.5 Assistance financière aux pays pour la participation à des études de base et l'organisation d'une réunion	MED POL	Étude financée et une réunion organisée	20		6		(14)		30		13		(17)	
	4.1.6 Élaboration et/ou actualisation de méthodes communes de surveillance et d'analyse	MED POL	Méthodes actualisées												
	4.1.7 Application du programme d'assurance qualité des données concernant : 1. contaminants chimiques 2. biosurveillance 3. eutrophisation	MED POL	6 exercices d'interétalonnage réalisés	120		70		(50)		120		100		(20)	
	4.1.8 Mise au point d'indicateurs de pollution marine (IPM) pour l'évaluation de l'environnement	MED POL, Plan Bleu	Fiches documentaires finalisées	20		0		(20)				10		10	
	4.1.9 Organisation de 4 sessions de formation à l'analyse des contaminants chimiques	MED POL	20 scientifiques formés	20		20		0		20		20		0	
	4.1.10 Organisation d'un atelier conjoint CIEM (OSPAR)/MED POL/ HELCOM sur les effets biologiques	MED POL	Méthodes harmonisées	20		20		0							

	4.1.11 Réunion chargée d'examiner les activités de surveillance continue	MED POL	Exécution améliorée des activités de surveillance continue							40		40		0	
<i>Alerte précoce aux rejets accidentels par les navires</i>	4.1.12 Un atelier sur les substances nocives et potentiellement dangereuses	REMPEC	Informations collectées sur les substances nocives et potentiellement dangereuses (HNS) transitant dans les pays; plans nationaux d'urgence élaborés par les pays participants sur les substances HNS liées à des événements de pollution marine												
	4.1.13 Fournir une expertise/organiser un atelier régional sur l'établissement de plans d'urgence	REMPEC	Adoption du plan d'urgence national												
	4.1.14 Fournir une expertise pour l'élaboration et l'application par les pays de systèmes de préparation et d'intervention	REMPEC	Systèmes d'intervention, arrangements opérationnels et plans d'urgence élaborés, révisés par les Parties contractantes qui ont bénéficié de l'appui	10		10		0			12		12		0
	4.1.15 Ateliers dans le domaine de la préparation et de l'intervention	REMPEC	Capacités des divers pays participant à l'activité renforcées							12		12		0	
	4.1.16 Atelier régional sur la préparation et l'intervention en cas d'événements de pollution marine	REMPEC	Les plans d'urgence nationaux/sous-régionaux sont efficaces dans les pays bénéficiaires du soutien, entrée en vigueur d'accords sous-régionaux							50		50		0	



Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/FEM ajust.	MTF diff.	EC/FEM diff.	MTF appr.	EC/FEM appr.	MTF ajust.	EC/FEM ajust.	MTF diff.	EC/FEM diff.
<b>Prestations 4.2</b> <b>Réduction des niveaux de pollution dans le milieu marin et côtier de la Méditerranée</b>															
<i>Réduction de la pollution provenant de sources et activités situées à terre</i>	4.2.1 Contacts maintenus avec les donateurs et organismes de financement internationaux afin d'assurer le financement des actions prioritaires des PAN	MED POL	Actions prioritaires des PAN en voie de financement dans 7 pays	5		0		(5)		5		0		(5)	
	4.2.2 Projets pilotes à des sites de démonstration en Turquie, Algérie, au Liban et en Syrie concernant les tanneries, le phosphogypse, les huiles lubrifiantes et les piles/accumulateurs	MED POL – CAR/PP	Normes soumises pour adoption par l'autorité compétente	35	FEM: 128	0	FEM:30	(35)	(98)	80	FEM:49	0	FEM: 147	(80)	FEM:98
	4.2.3 Mise en œuvre de la composante PCB du Partenariat stratégique FEM, Projets de démonstration de l'apprentissage par la pratique en Albanie, Égypte, Liban, Syrie et Libye (réunions, consultants)	MED POL – CAR/PP	- 5 inventaires actualisés - experts nationaux formés aux inventaires et au confinement dans 5 pays - Élimination de 800 tonnes de PCB	33	FEM: 67,8	43	FEM: 60,3	10	(7,5)	25	FEM: 71,6	25	FEM: 79,1	0	FEM: 7,5

	4.2.4 Activités et documents de sensibilisation et de renforcement des capacités pour aider les pays méditerranéens à pratiquer une gestion rationnelle des stocks de PCB dans les compagnies d'électricité	CAR/PP	- Matériaux/supports de sensibilisation (site web, supports multimédia, dépliants, etc.) - 5 sessions de formation nationales - 25 séminaires dans 5 pays											
	4.2.5 Deux stages de formation nationaux à l'exploitation et la gestion des stations d'épuration des eaux usées, et à la réutilisation	MED POL	40 techniciens/ gestionnaires formés	15		15				15		15		0
	4.2.6 Organisation d'ateliers nationaux conjoints MED POL/CAR/PP sur les MTD et MPE pour l'élimination des POP	- MED POL - CAR/PP	Perfectionnement des connaissances sur les MTD et MPE pour 20 techniciens							10		0		(10)
	4.2.7 Finaliser le projet d'IETMP grandeur nature en Turquie; Lancer un projet d'IETMP grandeur nature en Syrie et au Maroc; suivi de l'exécution du projet d'IETMP en Égypte	MED POL - INFO/RAC	Systèmes d'IETMP opérationnels en Turquie, en Syrie et au Maroc	10	10	8	10	(2)	0	10		10		0
	4.2.8 Organisation d'une réunion pour la finalisation et l'approbation de lignes directrices, ainsi que de profils de qualité, sur les eaux de baignade -Préparation de profils de qualité des eaux de baignade	MED POL	Soixante profils de plage dans huit pays	55		50		(5)		15		15		0

	4.2.9 Exercice d'interétalonnage à l'aveugle sur la qualité des eaux de baignade	MED POL	Participation de 15 laboratoires							10		0		(10)	
	4.2.10 Élaboration de lignes directrices sur les risques sanitaires environnementaux dans les établissements touristiques	MED POL	Lignes directrices convenues	5		0		(5)		5		5		0	
	4.2.11 Évaluation des niveaux de pollution dus aux stations d'épuration méditerranéennes rejetant leurs effluents dans la mer	MED POL	Évaluation établie	10		10		0		5		5		0	
	4.2.12 Assistance technique aux pays afin de faciliter l'accès aux sources de financement existantes pour la mise en œuvre des PAN	MED POL	Opportunités identifiées							35		0		(35)	



<i>Prévention de la pollution par les navires</i>	4.2.13 Fournir une expertise pour évaluer les capacités en termes de sécurité des ports commerciaux et des terminaux en Méditerranée	REMPEC	Outil d'évaluation volontaire de la sécurité disponible pour les terminaux pétroliers												
	4.2.14 Aider les pays à examiner les systèmes existants d'acheminement par les navires et aider à la préparation des conclusions à soumettre à l'OMI	REMPEC	Conclusions nécessaires à soumettre préparées												
	4.2.15 Améliorer le contrôle du trafic maritime en développant la capacité VTS	REMPEC	Équipement fourni, installé et opérationnel												

Thème V : Production et consommation durables															
Résultat final: changement des modes de production et de consommation non durables															
Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
<b>Prestations 5.1</b> Forces affectant les écosystèmes étudiés: activités économiques, modes de consommation, développement des infrastructures et de l'espace plus durable															
<i>Tourisme</i>	5.1.1 Estimer l'empreinte sociale et écologique de destinations touristiques pilotes	PB et CAR/PAP avec l'Université de l'Égée	10 études de cas menées à bien												
	5.1.2 Étude de l'impact des activités de croisière et de plaisance sur l'environnement	PB, CAR/PAP, REMPEC, MED POL, CAR/PP	1 étude régionale achevée												
<i>Développement urbain</i>	5.1.3 Vue d'ensemble de la situation de la mobilité urbaine en Méditerranée	PB et CAR/PP	1 tableau récapitulatif régional établi et 1 séminaire régional organisé		20		20		0						
<i>Production et consommation durables</i>	5.1.4 Gestion des déchets Étude sur les flux de matières comme indicateur supplétif pour estimer le volume et les flux de déchets en Méditerranée	PB et CAR/PP, MED POL avec ISTAT (Italie)	1 étude régionale achevée	25		25		0							











	climatique et la biodiversité														
<i>Faciliter les processus d'adaptation dans les domaines environnementaux et socio-économiques.</i>	6.2.3 Analyse de l'adaptation au changement climatique des secteurs Eau/Énergie	PB et autres CAR	2 national studies available												
	6.2.4 Détermination d'indicateurs d'efficacité énergétique adaptés à la Méditerranée	PB avec CAR/PP et autres CAR	One Mediterranean database available												
	6.2.5 Analyse du potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment	PB et CAR/PP	3 national studies												
	6.2.6 Élaboration d'un scénario énergétique impliquant un passage à une économie à faible intensité de carbone	BP et Observatoire méditerranéen de l'énergie	One prospective study												
	6.2.7 Assistance pilote à la prise en compte du facteur changement climatique dans les politiques de développement	Unité de coordination Plan Bleu		10	15	0	15	(10)	0	10	15	0	25	(10)	10
	6.2.8 Élaboration d'un scénario privilégiant les modes de transport durables en Méditerranée	PB, CAR/PP, CAR/PAP, REMPEC	1 scénario disponible	25		5		(20)			20		20		0





Prestations :	Activités spécifiques	Responsabilité et partenaires	Indicateurs	2010						2011					
				MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.	MTF appr.	EC appr.	MTF ajust.	EC ajust.	MTF diff.	EC diff.
Prestations 6.3 Évaluer et fournir des informations en vue de réduire les impacts environnementaux néfastes des stratégies et technologies d'atténuation et d'adaptation (par exemple: parcs d'éoliennes, énergie océanique, capture et stockage du carbone)															
	6.3.1 a) Fournir aux pays méditerranéens, sur demande, un concours technique sur la gestion écologiquement rationnelle des usines de dessalement par le biais de visites d'experts et de missions dans les pays en tirant parti des budgets de la formation et des bourses b) Préparation d'une évaluation des évolutions actuelles dans le secteur du dessalement de	MED POL	Nombre de pays aidés Rapports d'évaluation/plans établis							10		4		(6)	

	l'eau de mer dans la région														
	6.3.2 a) Élaboration d'indicateurs de conformité des stations d'épuration pour la réutilisation des eaux usées 2) Préparation de plans d'urgence pour les stations d'épuration en cas d'événements météorologiques extrêmes	MED POL	1) Indicateurs de conformité élaborés 2) Plans d'urgence établis	20		20		0		10		10		0	
	6.3.3 a) Organisation de trois stages de formation à l'application des lignes directrices sur la réutilisation des eaux usées 2) Assistance technique, institutionnelle, organisationnelle et financière aux pays pour la réutilisation des eaux usées traitées, sur demande	MED POL	1) 60 experts formés dans trois pays 2) Assistance dispensée à deux pays au moins	15		15		0		30		30		0	
	6.3.4 Établir des lignes directrices dans le cadre de MedMPAnet pour faire face aux problèmes liés au changement climatique	CAR/ASP	Nombre de documents de référence, ensembles de lignes directrices et documents d'information réalisés							10		0		(10)	